

3.2

Réglementation

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34° et a. 331.2)

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites - Modifications relatives à la garde

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **24 décembre 2018**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire générale
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514 395-0337, poste 4801
Sans frais : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 25 octobre 2018

Avis de consultation des ACVM

Projet de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Modifications relatives à la garde

Le 25 octobre 2018

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient pour une période de consultation de 60 jours un projet de modification (le **projet de modification relative à la garde**) de certaines dispositions du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**) qui se rapportent à la garde, en conséquence de modifications apportées récemment en la matière au *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **Règlement 81-102**) dans le cadre du projet de « Modernisation de la réglementation des produits de fonds d'investissement – Fonds alternatifs » (les **modifications au Règlement 81-102**). Les modifications au Règlement 81-102 ont été publiées dans leur forme définitive le 4 octobre 2018¹.

Le texte du projet de modification relative à la garde est publié avec le présent avis et est également affiché sur les sites Web de certains membres des ACVM, notamment les suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bsc.bc.ca
nssc.novascotia.ca
www.osc.gov.on.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Objet

Nous proposons de modifier l'article 14.6.1 du Règlement 31-103 pour tenir compte des modifications récentes apportées au paragraphe 2 de l'article 6.8 du Règlement 81-102.

¹ Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications au Règlement 81-102 entreront en vigueur le 3 janvier 2019 dans l'ensemble des territoires membres des ACVM.

Les modifications au Règlement 81-102 inscrivent dans la réglementation les dispenses discrétionnaires accordées aux fonds d'investissement assujettis au Règlement 81-102 relativement à l'utilisation des dérivés compensés. Plus particulièrement, l'article 6.8 du Règlement 81-102 a été modifié pour permettre à ces fonds d'investissement de traiter avec les négociant-commissionnaires en contrats à terme (*futures commission merchants*) et les chambres de compensation conformément aux règles de ces organisations sur les dérivés de gré à gré compensés.

L'article 14.6.1 du Règlement 31-103 énonce les pratiques acceptables en matière de garde pour certaines marges et sûretés, inscrivant ainsi dans la réglementation les pratiques exemplaires des sociétés inscrites en la matière. Les activités admissibles en vertu de cet article sont similaires aux pratiques des fonds d'investissements autorisées par le Règlement 81-102 relativement à la garde des actifs de portefeuille détenus à titre de marge à l'égard de certaines opérations sur dérivés à l'extérieur du Canada. Pour cette raison, nous proposons d'apporter à l'article 14.6.1 du Règlement 31-103 des modifications qui correspondent à celles du paragraphe 2 de l'article 6.8 du Règlement 81-102 décrites ci-dessus.

Le projet de modification relative à la garde vise à conférer à tous les clients et fonds d'investissement des sociétés inscrites la même capacité de déposer des actifs auprès de certains courtiers à l'égard de dérivés de gré à gré compensés. S'il n'y avait pas ce projet, seuls les fonds d'investissement assujettis au Règlement 81-102 y seraient autorisés.

Contexte

Les modifications aux dispositions du Règlement 31-103 en matière de garde ont été publiées dans leur forme définitive le 27 juillet 2017 et sont entrées en vigueur le 4 juin 2018. Dans l'avis des ACVM² qui accompagnait ces modifications, nous indiquons que d'autres changements pouvaient être apportés à ces dispositions à la suite de travaux effectués par les ACVM dans le cadre des modifications au Règlement 81-102. Le projet de modification relative à la garde est proposé en raison des modifications au Règlement 81-102.

Résumé du projet de modification relative à la garde

Le paragraphe 1 de l'article 14.6.1 du Règlement 31-103 est modifié en vue d'y ajouter la définition des expressions « dérivé visé compensé » et « chambre de compensation réglementée ».

² Avis de publication, *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, *Règlement modifiant le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

Le champ d'application du paragraphe 2 de l'article 14.6.1 est étendu afin de permettre aux clients et aux fonds d'investissement des sociétés inscrites de déposer des espèces ou des titres auprès de membres de chambres de compensation réglementées à l'égard de certaines opérations sur marge à l'extérieur du Canada prévues par règlement. Elle est aussi étendue à d'autres types d'opérations sur marge autorisées, à savoir les transactions sur dérivés visés compensés.

Questions locales

S'il y a lieu, une annexe contient de l'information supplémentaire qui se rapporte au territoire intéressé.

Consultation

Nous invitons les intéressés à soumettre des commentaires au sujet du projet de modification relative à la garde.

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **24 décembre 2018**. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les soumettre sur CD (format Microsoft Word).

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

Transmission des commentaires

Veillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM énumérés ci-dessous :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Autorité des marchés financiers
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs
 (Nouveau-Brunswick)
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
 Nova Scotia Securities Commission
 Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez **n'**envoyer vos commentaires **qu'**aux adresses suivantes, et ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West
22nd Floor, Box 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416 593-2318
Courriel : comments@osc.gov.on.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.albertasecurities.com, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.gov.ca. Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe qu'ils précisent en quel nom leur mémoire est présenté.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Sophie Jean
Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514 395-0337, poste 4801
Sans frais : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Ami Iaria
Senior Legal Counsel, Legal Services
Capital Markets Regulation Division
British Columbia Securities Commission
Tél. : 604-899-6594
1 800 373-6393
aiaria@bcsc.bc.ca

Eniko Molnar
Legal Counsel, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tél. : 403 297-4890
eniko.molnar@asc.ca

Liz Kutarna
Deputy Director, Capital Markets
Securities Division
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Tél. : 306 787-5871
liz.kutarna@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Tél. : 204 945-2561
Sans frais (au Manitoba) 1 800 655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Leigh-Ann Ronen
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Tél. : 416 204-8954
lronen@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy
Manager, Registration & Compliance
Nova Scotia Securities Commission
Tél. : 902 424-4592
brian.murphy@novascotia.ca

Jason L. Alcorn
Conseiller juridique principal
Commission des services financiers et des services aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)
Tél. : 506 643-7857
jason.alcorn@fcnb.ca

Steven Dowling
Acting Director
Consumer, Labour and Financial Services Division
Justice and Public Safety
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
Tél. : 902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Renee Dyer
Superintendent of Securities
Service NL
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
Tél. : 709 729-4909
reneedyer@gov.nl.ca

Jeff Mason
Directeur du Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
Tél. : 867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Thomas Hall
Surintendant des valeurs mobilières
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
Ministère de la Justice
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Tél. : 867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Rhonda Horte
Deputy Superintendent
Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon
Tél. : 867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 26° et 34°)

1. L'article 14.6.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants :

« 1) Dans le présent article, on entend par :

« chambre de compensation réglementée » : une chambre de compensation réglementée au sens du Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale (chapitre I-14.01, r. 0.01);

« contrat à terme standardisé », « dérivé visé », « dérivé visé compensé », « marché à terme », « option négociable » et « option sur contrat à terme » : ces expressions au sens de l'article 1.1 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39).

« 2) Le paragraphe 2 de l'article 14.5.2 ne s'applique pas à la société inscrite dont le client ou le fonds d'investissement a déposé des fonds ou des titres auprès d'un membre d'une chambre de compensation réglementée ou d'un courtier à titre de marge pour les opérations à l'extérieur du Canada sur les options négociables, les options sur contrats à terme, les contrats à terme standardisés ou les dérivés visés compensés lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) le membre ou le courtier est membre d'une chambre de compensation réglementée, d'un marché à terme ou d'une bourse, si bien qu'il est soumis à une inspection réglementaire;

b) le membre ou le courtier a une valeur nette supérieure à 50 000 000 \$ d'après ses derniers états financiers audités;

c) selon une personne raisonnable, il serait plus avantageux pour le client ou le fonds d'investissement de recourir à ce membre ou à ce courtier plutôt qu'à un dépositaire canadien. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

Draft Regulation

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (26) and (34), and s. 331.2)

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations - Custody-Related Amendments

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **December 24, 2018**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Sophie Jean
Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tel: 514 395-0337, ext. 4801
Toll-free: 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

October 25, 2018

CSA Notice of Consultation

Draft Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations

Custody-Related Amendments

October 25, 2018

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing for a 60-day comment period draft amendments (the **Draft Custody Amendments**) to certain custody-related provisions of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Regulation 31-103**) as a consequence of recent custody-related amendments to *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Regulation 81-102**) which were made as part of the “Modernization of Investment Fund Product Regulation – Alternative Funds” project (the **Regulation 81-102 Amendments**). The Regulation 81-102 Amendments were published in final form on October 4, 2018¹.

The text of the Draft Custody Amendments is published with this notice and will also be available on the websites of certain CSA jurisdictions, including:

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.besc.bc.ca
nssc.novascotia.ca
www.osc.gov.on.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Substance and Purpose

We are proposing amendments to section 14.6.1 of Regulation 31-103 to reflect the recent amendments to subsection 6.8(2) of Regulation 81-102.

The Regulation 81-102 Amendments codify existing relief granted to investment funds subject to Regulation 81-102 regarding the use of cleared derivatives. Specifically, section 6.8 of Regulation 81-102 was amended to allow these investment funds to deal with futures commission merchants and clearing corporations in accordance with the

¹ Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the Regulation 81-102 Amendments will come into force on January 3, 2019 in all CSA jurisdictions.

rules of those organizations for cleared over-the-counter derivatives.

Section 14.6.1 of Regulation 31-103 sets out acceptable custodial practices for certain margin and security interests which codified existing custodial best practices of registered firms. The permissible activities in this section are similar to the custodial practices for investment funds permitted under Regulation 81-102 in respect of portfolio assets being held as margin for certain derivatives transactions outside of Canada. For this reason, we are proposing amendments to section 14.6.1 of Regulation 31-103 to align with the amendments to subsection 6.8(2) of Regulation 81-102 described above.

The intent of the Draft Custody Amendments is to give all clients and investment funds of registered firms the same ability to deposit assets with certain dealers in respect of cleared over-the-counter derivatives. In the absence of making the Draft Custody Amendments, this option would only be available to investment funds that are subject to Regulation 81-102.

Background

On July 27, 2017 custody-related amendments to Regulation 31-103 were published in final form, and these amendments came into force on June 4, 2018. In the CSA notice² that accompanied those amendments, we indicated that additional changes might be made to these custody-related provisions as a consequence of the work being done by the CSA as part of the Regulation 81-102 Amendments. The Draft Custody Amendments are being proposed as a result of the Regulation 81-102 Amendments.

Summary of the Draft Custody Amendments

Subsection 14.6.1(1) of Regulation 31-103 is being amended to add the following two definitions: “cleared specified derivative” and “regulated clearing agency”.

Subsection 14.6.1(2) is being expanded to permit clients or investment funds of a registered firm to deposit cash or securities with members of regulated clearing agencies in respect of certain prescribed margin transactions outside of Canada. Subsection 14.6.1(2) is also being expanded to include an additional type of permitted margin transaction, namely, transactions involving cleared specified derivatives.

Local Matters

An annex includes, where applicable, additional information that is relevant in a local jurisdiction only.

² Notice of publication, *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations*, Amendments to Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations, *Regulation to amend Regulation 33-109 respecting Registration Information*, Amendments to Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information.

Request for comments

We welcome your comments on the Draft Custody Amendments.

Please submit your comments in writing on or before **December 24, 2018**. If you are not sending your comments by email, please send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Thank you in advance for your comments.

Where to send your comments

Please address your comments to all CSA members, as follows:

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Manitoba Securities Commission
Ontario Securities Commission
Autorité des marchés financiers
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island
Nova Scotia Securities Commission
Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador
Superintendent of Securities, Northwest Territories
Superintendent of Securities, Yukon
Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the addresses below. Your comments will be distributed to the other CSA members.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax : 514 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
22nd Floor, Box 55
Toronto, ON M5H 3S8
Fax: 416 593-2318
E-mail: comments@osc.gov.on.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.albertasecurities.com, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.gov.on.ca. Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Questions

Please refer your questions to any of the following CSA staff:

Sophie Jean
Directrice de l'encadrement des intermédiaires
Autorité des marchés financiers
Tel: 514 395-0337, ext. 4801
Toll-free: 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Ami Iaria
Senior Legal Counsel, Legal Services
Capital Markets Regulation Division
British Columbia Securities Commission
Tel: 604 899-6594
1 800 373-6393
aiaria@bcsc.bc.ca

Eniko Molnar
Legal Counsel, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tel: 403 297-4890
eniko.molnar@asc.ca

Liz Kutarna
Deputy Director, Capital Markets
Securities Division
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Tel: 306 787-5871
liz.kutarna@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
The Manitoba Securities Commission
Tel. 204 945-2561
Toll Free (Manitoba only) 1 800 655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Leigh-Ann Ronen
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416 204-8954
lronen@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy
Manager, Registration & Compliance
Nova Scotia Securities Commission
Tel: 902 424-4592
brian.murphy@novascotia.ca

Jason L. Alcorn
Senior Legal Counsel
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick
Tel: 506 643-7857
jason.alcorn@fcnb.ca

Steven Dowling
Acting Director
Consumer, Labour and Financial Services Division
Justice and Public Safety
Government of Prince Edward Island
Tel: 902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Renee Dyer
Superintendent of Securities
Service NL
Government of Newfoundland and Labrador
Tel: 709 729-4909
reneedyer@gov.nl.ca

Jeff Mason
Director of Legal Registries
Department of Justice, Government of Nunavut
Tel: 867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Thomas Hall
Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
Department of Justice
Government of the Northwest Territories
Tel: 867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Rhonda Horte
Deputy Superintendent
Office of the Yukon Superintendent of Securities
Tel: 867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING REGISTRANT OBLIGATIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (26) and (34))

1. Section 14.6.1 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10) is amended by replacing paragraphs (1) and (2) with the following:

“(1) In this section

“cleared specified derivative”, “clearing corporation option”, “futures exchange”, “option on futures”, “specified derivative” and “standardized future” have the same meaning as in section 1.1 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39);

“regulated clearing agency” has the same meaning as in section 1.1 of Regulation 94-101 respecting Mandatory Central Counterparty Clearing Derivatives (chapter I-14.01, r. 0.01).

“(2) Subsection 14.5.2(2) does not apply to a registered firm in respect of cash or securities of a client or investment fund deposited with a member of a regulated clearing agency or a dealer as margin for transactions outside of Canada involving clearing corporation options, options on futures, standardized futures or cleared specified derivatives if

(a) the member or dealer is a member of a regulated clearing agency, futures exchange or stock exchange, and, as a result in any case, is subject to a regulatory audit,

(b) the member or dealer has a net worth, determined from its most recent audited financial statements, in excess of \$50 million, and

(c) a reasonable person would conclude that using the member or dealer is more beneficial to the client or investment fund than using a Canadian custodian.”.

2. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

3.2.2 Publication

Aucune information.